

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 19/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

HYDRAPRO SAS

Lieu dit de Pazac Route de Meynes

30210 Lédénon

Références :

Code AIOT : 0006602641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon. L'inspection a été annoncée le 10/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux deux événements survenus au niveau du bâtiment formulation (bâtiment D) du site le 4/07 avec déclenchement du plan d'opération interne et le 7/07 avec déclenchement du plan particulier d'intervention. Une première visite à chaud a été menée suite au premier événement dès le 4/07 après midi et ayant conduit à la signature d'un arrêté préfectoral de mesure d'urgence le 6/07.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site se situent à près de 20 mètres au sud (accueillant des chambres d'hôtes), à 500 mètres à l'est au lieu dit « les Mugues » et à 500 mètres au sud-ouest au niveau de l'exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore à les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le processus de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie environ 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclenchement POI du 4/07 et PPI du 7/07 suite au départ de combustion au bâtiment formulation (bâtiment D)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des accidents majeurs dans les établissements SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des accidents majeurs dans les établissements SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Prévention des accidents majeurs dans les établissements SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - point 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	APMU - Gestion des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 3.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	APMU - Mesures immédiates conservatoires	AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 2	/	Sans objet
5	APMU - Mesures de gestion post-accident	AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 3.1	/	Sans objet
7	APMU - Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	APMU - Remise en service du bâtiment D	AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 4	/	Sans objet
9	Capacité d'effectuer des prélèvements et des mesures dans l'air environnant	AP Complémentaire du 25/05/2020, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a pour objectif d'assurer un suivi de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence signé le 6/07 suite au premier évènement du 4/07 et de vérifier la conformité du site au regard des prescriptions qui lui sont applicables en termes de risques accidentels et notamment au regard du système de gestion de la sécurité.

Lors de la visite, l'inspection constate un bâtiment D entièrement nettoyé, et un bassin de rétention du site complètement vidé et nettoyé. Un contrôle de son étanchéité est annoncé au lundi 17/07, ce qui a été confirmé par l'exploitant par le mail du même jour. Le traitement des effluents issus du sinistre, conformément au protocole de neutralisation dans des bakers soumis à l'avis de l'INERIS, est en cours sur site avec un premier baker déjà traité et expédié.

Le rapport d'accident sur ces deux évènements est en cours d'élaboration par l'exploitant. L'inspection demande en complément, en amont du redémarrage du bâtiment D, la mise en place et la transmission d'un "protocole de gestion des poudres recyclées" afin d'apporter une réponse immédiate à la situation dégradée rencontrée, protocole transmis par l'exploitant par mail du 17/07/23.

Aussi, suite à ces deux évènements, un complément à l'étude de dangers est demandé afin de compléter la description et l'analyse menée avec la présence de ces poudres recyclées au bâtiment formulation, dans l'objectif de disposer d'une étude exhaustive.

Concernant les points relatifs au système de gestion de la sécurité, l'inspection relève deux non conformités relatives :

- à la maîtrise des procédés concernant la gestion de ces poudres recyclées conduisant à la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure,
- à la gestion des entreprises extérieures où des procédures complémentaires sont demandées par lettre préfectorale de suite.

Enfin, concernant les déchets, il est demandé à l'exploitant de fournir les informations transmises au centre de transit leur permettant de s'assurer de l'acceptation des déchets, les renseignements mentionnés dans la fiche d'identification du déchet (FID) étant succincts.

L'ensemble des constats figurent dans les fiches ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents majeurs dans les établissements SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un complément à son étude de dangers (EDD) en prenant en compte dans son analyse des risques le scénario de départ en combustion au niveau du stockage de poudre recyclée. La conclusion de l'EDD doit reprendre l'intégralité des phénomènes dangereux afin de s'assurer que le risque reste acceptable sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Prévention des accidents majeurs dans les établissements SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel extérieur sur les risques des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> [...]
Constats : Le personnel interne Hydrapro et le personnel intérimaire intervenant dans l'établissement reçoivent une formation sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. Il s'agit d'une formation "QHSE" renouvelée annuellement. Une partie du personnel interne Hydrapro est formée à la mise en œuvre de moyens d'intervention (port ARI notamment). Ils sont désignés par l'exploitant en tant qu'équipier d'intervention. Tout le personnel d'astreinte technique y est notamment formé.
Concernant les entreprises extérieures (EE), l'organisation en place par l'exploitant prévoit qu'une formation spécifique avec diffusion des modalités d'intervention avec le personnel sur site soit organisée à la signature du plan de prévention et à l'arrivée sur site au moment de l'accueil avec la diffusion des consignes aux personnels sous traitant intervenant sur site. Pour précision, l'exploitant a défini que l'intervention des EE n'est pas prévue sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
En ce qui concerne Séché Urgence Intervention (SUI), il s'agit d'une entreprise extérieure (EE) ayant été appelée par Hydrapro "en urgence" pour intervention spécifique de gestion post-accident au moment de l'évènement du 4/07. Il ne s'agit pas d'une intervention planifiée à l'avance, ni d'un prestataire permanent sur site. Suite à la visite, il est demandé à l'exploitant la transmission : <ul style="list-style-type: none"> - des justificatifs de formation de SUI sur les risques des installations et la conduite à tenir lors d'incident ou d'accident ainsi que les consignes qui lui ont été transmises avant son intervention ; - les procédures correspondantes en parallèle intégrées au système de gestion de la sécurité du site de gestion des entreprises extérieures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Prévention des accidents majeurs dans les établissements SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système. [...]

Constats : Le volet "maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation" du système de gestion de la sécurité est analysé lors de la visite sous l'angle de la gestion des poudres recyclées issues des ateliers de conditionnement et stockées dans le bâtiment de formulation pour remise en production.

Des premiers éléments recueillis, la combustion du 4 juillet dernier a démarré sur l'un des stockages de poudres recyclées regroupées dans une cuve métallique spécifique. Il a été demandé à l'exploitant en particulier d'explicitier l'organisation en place sur les points suivants :

- Contenu de la "poudre recyclée" : il s'agit de poudre "non conforme" par rapport à des exigences de qualité ayant été sortie de la mise en conditionnement final de part différentes causes : forme inadéquate, cassures, défaut dureté ainsi que de la récupération au niveau des filtres des machines aspirantes et les balayures suite à déversement accidentel;
- Tests réalisés afin d'assurer une partie de ce contrôle qualité ;
- Gestion du stockage de ces poudres : ce stockage s'effectue dans les ateliers de conditionnement et dans le bâtiment de formulation, où l'inspection apprend que finalement le stockage se fait au niveau des rangées de la matière première correspondante et non sur une zone de stockage spécifique (contrairement à ce qui avait pu être échangé jusqu'à présent depuis l'évènement du 4/07). L'inspection relève qu'aucun critère de durée de stockage de ces poudres n'est prévu, aucun plan de stockage ne définit son emplacement et aucune traçabilité de la quantité ou du jour de production n'est assurée non plus.
- Organisation existante sur site pour assurer l'absence de mélange entre les différentes poudres recyclées à chaque étape du processus ;
- Mesures prises pour éviter tout mélange incompatible entre produits et avec d'autres matières combustibles. Il a été en particulier détaillé l'analyse menée en 2020 sur l'huile machine utilisée : l'exploitant s'est engagé sur ce point à transmettre l'analyse établie sur le choix de l'huile machine suite à l'évènement survenu en 2020 sur une des machines.
- Conditions de ré-intégration dans la ligne de formulation.

A noter que l'exploitant ne réalise pas de contrôle chimique en amont de la mise en conditionnement : un contrôle est réalisé une fois par semestre à posteriori, dans une petite piscine présente sur site, pouvant faire suite à des réclamations clients.

L'inspection relève une non conformité au titre du point 3 "maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation" de l'annexe I "système de gestion de la sécurité" de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 dans la mesure où l'exploitant n'a pas établi de procédures ou instructions complètes pour la maîtrise des procédés et d'exploitation pour la gestion globale des poudres recyclés. L'exploitant a tout de même justifié au cours de la visite des bouts du processus tels que par exemple les procédures suivantes : "procédure de spéciation", un exemple de carte de contrôle "carte de contrôle des galets 250g", "procédure de gestion des non conformes" ou encore "gestion des déversements Hydrapro".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : APMU - Mesures immédiates conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures immédiates conservatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du bâtiment D sont suspendues. Les conditions de redémarrage de ce bâtiment sont fixées dans les articles suivants.</p> <p>L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ; – mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente capable de surveiller les installations et mettre en œuvre dans les délais les mesures prévues par le plan d'opération interne, tant que la sécurisation du bâtiment D n'est pas assurée ; – évacuation des produits impactés par l'évènement ; – nettoyage du bâtiment. <p>Constats : Le site est constaté en bon état de propreté. Les produits impactés par les deux évènements successifs sont en cours de pré-traitement (neutralisation) avant expédition vers un centre de transit de déchets dangereux. Le rideau en fer du portail du bâtiment D lieu des deux sinistres reste non opérationnel (bloqué en position ouverte) ainsi que la porte latérale, tous deux endommagés lors du premier évènement. L'exploitant a indiqué avoir mis en place un gardiennage sur le site en dehors des heures ouvrées depuis l'évènement du 4 juillet afin de surveiller les installations. Depuis le second évènement, le gardien est aussi en charge de surveiller toutes les 4 heures la zone de stockage des effluents en cours de traitement : il vérifie la température des déchets stockés dans les sceaux et les GRV à l'aide d'une caméra thermique et s'assure de la présence suffisante d'eau dans les contenants. En cas de besoin, il ré-ajuste le niveau d'eau dans ces derniers à l'aide d'un tuyau en charge mis constamment à disposition à proximité. Cette surveillance hors heures ouvrables est complétée par la mise en place de rondes sur site de l'astreinte technique Hydrapro tant que la neutralisation n'est pas terminée. L'inspection a constaté que tous les produits impactés par l'évènement ont été sortis du bâtiment D et que ce dernier a fait l'objet d'un nettoyage complet. Lors de la visite, les big bags de matières premières avaient été réintroduits dans le bâtiment conformément au plan de stockage défini dans l'étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : APMU - Mesures de gestion post-accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réparations et interventions sur les équipements sinistrés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie afin de permettre le rétablissement du fonctionnement des sky domes, des moyens de détection et de défense incendie ainsi que les moyens de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, sur l'ensemble de son site et la gestion de son établissement conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé.
Constats : L'exploitant a procédé aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie : le fonctionnement des sky dômes et des détecteurs avec report à la centrale de détection et au télésurveilleur a été rétabli. Concernant les moyens de défense incendie, la bache d'eau a été complétée via le puits présent sur site conformément à ce qui est décrit dans l'étude de dangers. Les moyens de rétention des eaux susceptibles d'être polluées sont à nouveau disponibles (tous les effluents issus du sinistre ayant été transférés dans les tankers de neutralisation et les IBC ou sceaux en cours de traitement). L'exploitant a procédé à un nettoyage complet du bassin de rétention et de la vanne de confinement du site. Le contrôle visuel de ces installations par l'exploitant n'a relevé aucun défaut. Il prévoit en complément une vérification plus poussée de ces équipements dès lundi 17/07 par une société extérieure compétente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : APMU - Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie. Un examen de l'acceptabilité du rejet des eaux d'extinction en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, réseau d'assainissement, installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'ensemble des effluents issus des deux sinistres fait l'objet d'un pré-traitement par neutralisation sur site. Le protocole de neutralisation en place a fait l'objet d'une demande d'avis technique de la CASU. L'exploitant a repris l'ensemble des préconisations formulées par l'INERIS. Le pré-traitement est réalisé dans des tankers disposés sur site par la société séché urgence intervention (SUI). Le premier batch a été initié le mardi 11/07 à 5h du matin et a quitté le site le 12/07. Au regard des volumes présents, le dispositif est prévu jusqu'autour du 21 juillet. L'inspection a consulté la fiche d'identification des déchets (FID) correspondant au déchet liquide issu de la neutralisation dans les tankers. Les informations portées à la connaissance du centre de transit sont extrêmement succinctes. L'inspection estime que, même si seuls les effluents neutralisés ont été évacués vers le centre, celui-ci doit être informé des 2 événements ayant conduit à sa production et de son prétraitement sur le site d'Hydrapro afin de lui permettre de compléter, s'il le juge nécessaire, les conditions d'acceptation et de stockage des déchets sur son site d'accueil. Il est demandé à l'exploitant de justifier que l'exploitant du centre de transit disposaient des éléments techniques nécessaires lui permettant d'accepter le déchet sur son site.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : APMU - Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Il comporte, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance et de la télésurveillance ; – l'analyse détaillée des causes : causes techniques et organisationnelles sur l'ensemble de la chaîne de production et de logistique en amont des cuves de stockage de la poudre de recyclage pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire ; – les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie et le retour d'expérience de la mise en œuvre du POI, – les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement (eaux superficielles et souterraines, sols, odeurs, air...) sur la base des prélèvements mis en œuvre en application des dispositions du POI. Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Les résultats d'analyses sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM), – les conséquences économiques, – les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures, – l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés, – un échéancier de mise en œuvre de ces mesures. <p>En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.</p>
<p>Constats : L'exploitant précise qu'il souhaite établir un seul rapport d'incident des deux évènements de 4/07 et 07/07 et demande un délai supplémentaire pour sa transmission. L'inspection demande une première transmission pour le 28 juillet 2023 au plus tard. En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra aussi être complété au fil de l'eau postérieurement à ce nouveau délai.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : APMU - Remise en service du bâtiment D

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/07/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service du bâtiment D
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en service du bâtiment D est subordonnée à la transmission préalable à la préfète du Gard des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents comportant notamment la transmission des éléments justifiant la fin du fonctionnement dégradé du site et le bon fonctionnement de l'ensemble des mesures de maîtrise des risques ayant pu être affectées par le sinistre. Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont également transmises à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant précise qu'un courrier à la Préfète du Gard sera préparé pour annoncer la remise en service du bâtiment D avec transmission des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents comportant notamment la transmission des éléments justifiant la fin du fonctionnement dégradé du site et le bon fonctionnement de l'ensemble des mesures de maîtrise des risques ayant pu être affectées par le sinistre. Une procédure spécifique de gestion des poudres recyclées faisant suite aux premiers éléments d'analyse est également demandée afin d'apporter une réponse immédiate à la situation relevée en visites à chaud faisant suite aux événements du 4 et 7 juillet dernier. Un tel courrier daté du 17/07 a été transmis à Mme La Préfète, copie l'inspection des installations classées, comportant l'ensemble des pièces attendues et annonçant une reprise d'activité du bâtiment D au 18/07.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Capacité d'effectuer des prélèvements et des mesures dans l'air environnant

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral n° 08.118N du 7 octobre 2008 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>« a. Au 31 décembre 2020 au plus tard, le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste, établie à partir de l'étude de dangers, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques irréversibles en dehors des limites de propriété dans des zones occupées par des tiers ; • la liste, établie à partir de la méthodologie définie dans l'annexe I de cet arrêté et du retour d'expérience, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des inconvénients fortes, dont des odeurs, sur de grandes distances en dehors des limites du site (plus de cinq kilomètres si le PPI va au-delà) ; • les dispositions spécifiques à mettre en œuvre par l'exploitant lors d'un incident ou accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible leurs émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions ...) ; • les méthodes de prélèvement et d'analyse disponibles et adaptées pour chacune de ces substances, répondant aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté. Afin de conserver un caractère opérationnel, lorsqu'un grand nombre de substances est recensé, l'exploitant peut proposer de ne pas se doter de moyens pour l'ensemble de ces substances sur la base d'une justification technico-économique. Les substances susceptibles de générer des effets toxiques importants à l'extérieur du site ne pourront toutefois pas être exclues du dispositif ; • les modalités opérationnelles de prélèvement et de mesures selon la durée de l'événement, répondant aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté ; • les modalités d'activation de la chaîne de prélèvement et d'analyses. <p>b. En cas d'incident ou d'accident générant au moins une substance des listes mentionnées au a., l'exploitant met en œuvre les moyens prévus dans son POI pour en limiter autant que possible son émission et pour réaliser les prélèvements et mesures tels que prévus à l'article 3 de cet arrêté. L'ensemble des informations collectées lors de ces mesures, accompagné des éléments permettant leur compréhension aisée par la population, est transmis au préfet, et, sur simple demande de leur part, aux services de secours ou à l'Inspection des installations classées. »</p> <p>Constats : L'exploitant a réalisé des mesures dans l'air environnant après chacun des deux événements de 4 et 7 juillet, avec le bureau d'étude SOCOTEC avec qui une contractualisation existe depuis les obligations "post lubrizol 2". Les résultats d'analyse "bruts" montrent que les composés (HCl, NO₂, SO₂, HAP) sont non détectés, sauf pour le chlore dont les résultats sont bien en deçà des seuils des premiers effets évoqués par l'INERIS. Le rapport final de SOCOTEC est attendu et sera à transmettre à l'inspection dès réception. De part la sensibilité de l'activité de la société voisine, l'exploitant a également réalisé des mesures dans les matrices "sol" et "eau" après chacun de ses deux événements, complétées par des mesures sur les végétaux suite au 2ème événement. Les rapports finaux sont attendus par l'exploitant et seront à transmettre à l'inspection dès réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement d'Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

Cellule risques anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral n°2023-XXX-DREAL du xxxx
mettant en demeure la société SAS HYDRAPRO
de satisfaire à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la
prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9,
chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement**

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, et en particulier son article 8 ainsi que le 3 de son annexe I ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 08.118N du 7 octobre 2008 autorisant l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines par la SARL BLUE POINT COMPAGNY à Lédénon ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré par la préfecture du Gard le 5 novembre 2012 à la SAS HYDRAPRO ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 autorisant la société SAS HYDRAPRO à exploiter une usine de conditionnement de produits chlorés pour le traitement de l'eau de piscines située sur le territoire de la commune de LEDENON ;
- VU** les événements survenus au niveau du bâtiment de formulation (bâtiment D) les 04 et 07 juillet 2023 ;
- VU** les inspections réalisées le 04 et le 12 juillet 2023 par l'inspection des installations classées et les rapports respectifs des 06 et XX juillet 2023 ;

VU le courrier / l'absence de réponse de la société Hydrapro en date du xxx

CONSIDÉRANT que la SAS HYDRAPRO exploite des installations classées pour la protection de l'environnement sur son site industriel situé sur la commune de Lédenon sous le régime de l'autorisation avec le statut seveso seuil haut ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a mené une visite sur le site de Lédenon le 12 juillet 2023 faisant suite aux deux événements survenus au bâtiment de formulation les 4 et 7 juillet 2023 ayant conduit respectivement au déclenchement du plan d'opération interne et du plan particulier d'intervention ;

CONSIDÉRANT que ces événements sont la conséquence d'un départ de combustion, dans le bâtiment de formulation situé en bordure du site et à proximité d'un gîte, au niveau des cuves métalliques utilisées pour stocker les poudres recyclées issues principalement de défauts qualité produits issues des ateliers de formulation dans l'attente d'être réintroduites dans la formulation ;

CONSIDÉRANT que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé stipule que « L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement. » ;

CONSIDÉRANT que le 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé stipule que « Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système. [...] »

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté, à l'occasion de la visite d'inspection du 12 juillet 2023, que l'exploitant n'a pas défini au sein de son système de gestion de la sécurité (SGS) de procédures ni d'instructions relatives à la gestion de ces poudres de recyclage chlorées comburantes sur l'ensemble du process, à savoir depuis la décision de recyclage des poudres au niveau de ateliers de conditionnement jusqu'aux conditions de ré-intégration dans le process ;

CONSIDÉRANT dès lors que la société HYDRAPRO ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, en particulier les dispositions de l'article 8 et du point 3 de son annexe I ;

CONSIDÉRANT en conséquence les enjeux en termes de sécurité vis-à-vis de la prévention d'un accident majeur ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HYDRAPRO pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Lédenon de respecter les prescriptions dispositions de l'article 8 et des dispositions du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er – MISE EN DEMEURE

La société SAS HYDRAPRO, dont le siège social est Lieu-dit Pazac – Mas de Gleyze à Lédénon, est mise en demeure, sous un délai maximal de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 8 et du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 susvisé en définissant au sein de son système de gestion de la sécurité (SGS) une procédure ou instruction relative à la gestion des poudres de recyclage chlorées comburantes sur l'ensemble du process, à savoir depuis la décision de recyclage des poudres au niveau des ateliers de conditionnement jusqu'aux conditions de ré-intégration dans le process.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'inspection des installations classées :
<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations/donnees#/>

ARTICLE 5 - EXECUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie,
- Le maire de Lédénon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société HYDRAPRO par courrier recommandé avec accusé de réception.

Fait à Nîmes, le

La préfète du GARD,